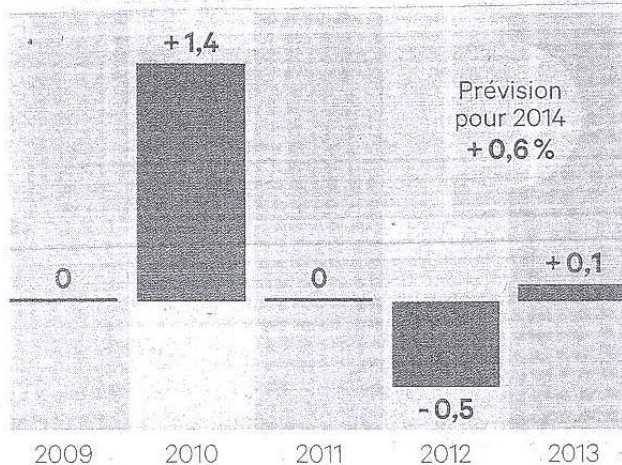


La croissance française privée de son dernier moteur

- Malgré un rebond en fin d'année, la consommation des ménages en 2013 a stagné à 0,1 %.
- Le taux d'épargne se tasse légèrement, à 15,7 % des revenus disponibles.

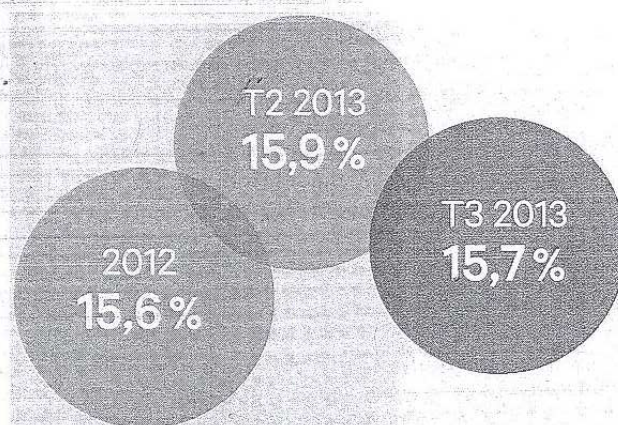
La consommation des Français marque le pas...

Consommation des biens, variation annuelle en %



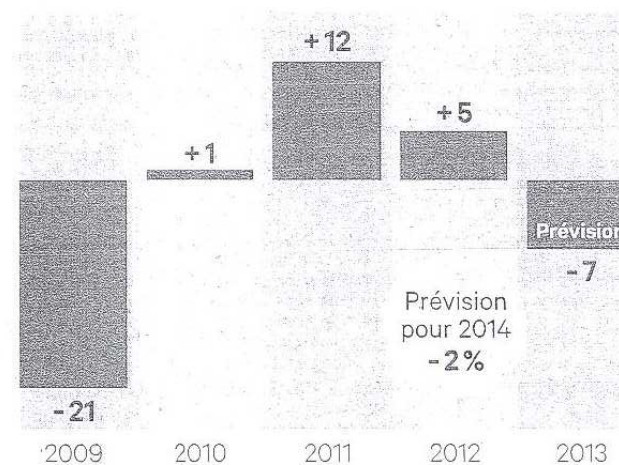
... ils continuent de puiser peu dans leur épargne

Taux d'épargne des ménages, en % du revenu disponible brut



L'investissement dans l'industrie est en panne

Variation annuelle en %



« LES ÉCHOS » / IDÉ / SOURCES : INSEE ET BANQUE DE FRANCE

Historiquement moteur de la croissance en France, la consommation des ménages semble durablement atone, avec une progression de seulement 0,1 % en 2013. Et l'année 2014 ne devrait guère voir d'amélioration, avec une hausse attendue de 0,6 %. Dans un climat

de stagnation des revenus et de pression fiscale renforcée, les Français ont été amenés à puiser de plus en plus dans leur bas de laine. Mais leur taux d'épargne, s'il se replie légèrement, demeure, avec 15,7 % des revenus disponibles, l'un des plus élevés d'Europe. Signe plus favorable, la France

peut, en revanche, compter un peu plus sur ses voisins européens. Le taux de chômage en Europe n'augmente plus depuis octobre et se situait à 12 % fin décembre, contre 11,9 % un an plus tôt.

La consommation est durablement en panne

- Les dépenses des ménages ont augmenté de 0,1 % en 2013, après un recul de 0,5 % l'année précédente.
- Elles devraient progresser de seulement 0,6 % cette année.

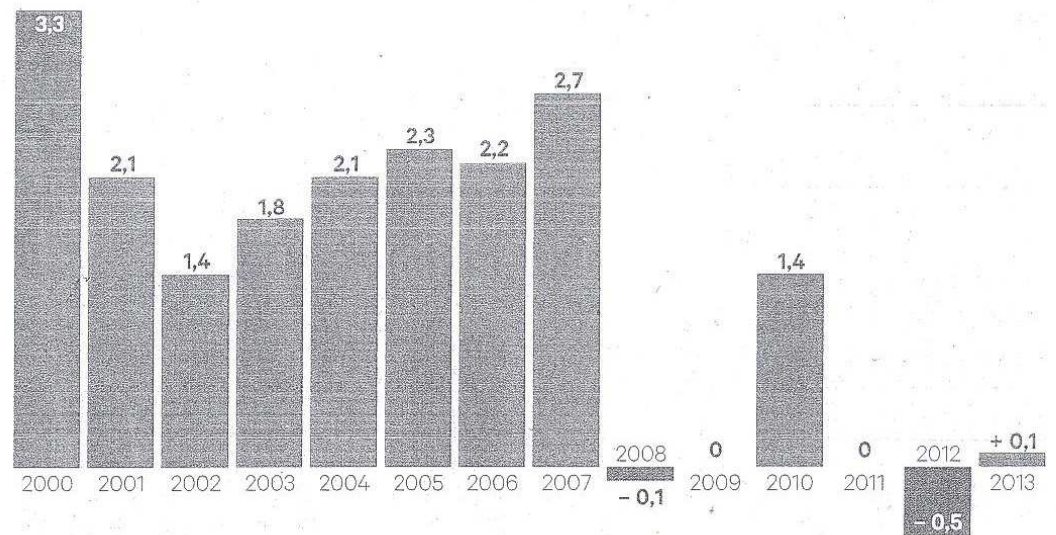
CONJONCTURE

Guillaume de Calignon
gcalignon@lesechos.fr

Cesont toujours les vaches maigres. La consommation des Français n'a augmenté que de 0,1 % l'an dernier, a indiqué vendredi l'Insee. Certes, il s'agit d'un rebond par rapport à 2012, année qui avait vu les ménages réduire de 0,5 % leurs dépenses, une première depuis... 1993. Mais les Français ne sont pas encore très enclins à consommer. Entre hausse de la fiscalité et moindre progression des salaires, ils sont, il est vrai, peu incités à délier leur bourse.

L'Insee a noté tout de même une amélioration en fin d'année. Au quatrième trimestre 2013, la consommation de biens manufacturés a grimpé de 1 % par rapport aux trois mois précédents. En décembre, « les dépenses en produits manufacturés ont enregistré leur troisième hausse d'affilée : une telle suite de bons chiffres n'avait pas été observée depuis trois ans », se félicitent les économistes de BNP Paribas. Ce qui est de bon augure pour la croissance du PIB au quatrième trimestre, attendue à + 0,4 % par l'Insee. « La consommation a progressé plus vite qu'en début d'année. D'abord parce que la baisse de l'inflation a redonné du pouvoir d'achat aux ménages. Ensuite, parce que les ventes d'automobiles ont augmenté fortement grâce à l'anticipation de la hausse du malus au 1^{er} janvier 2014 », décrypte Cédric Audenis, de l'Insee.

La consommation des biens souffre depuis le début de la crise
Variation annuelle en %, CVS-CJO



« LES ÉCHOS » / SOURCE : INSEE

De fait, les ventes de véhicules ont grimpé de 2,2 % sur un an au quatrième trimestre.

2014, synonyme d'austérité
Le débloqué anticipé de la participation des salariés aurait aussi contribué à ce rebond. Mais, prévient l'expert de l'institut, cette bonne performance ne se répétera pas. « Il s'agit d'éléments temporaires. D'après nos prévisions, la consommation ne croîtra que de 0,1 % au cours des deux premiers trimestres de 2014. Car le pouvoir d'achat resterait contraint et progresserait d'environ

0,5 % en rythme annuel. » Le revenu disponible sera sous pression. « La situation toujours dégradée sur le marché du travail pèsera sur le pouvoir d'achat des ménages et les incitera à la prudence », expliquent les analystes de la Société Générale.

Bref, 2014 sera encore synonyme d'austérité pour les Français. Les économistes attendent une progression de la consommation de seulement 0,6 % cette année. De plus beaucoup d'experts estiment que, pour redevenir compétitives, les entreprises françaises vont devoir modérer les augmentations

de salaire au cours des prochaines années, pour reconstituer leurs marges avant de se remettre à investir. Historiquement moteur de la croissance du PIB en France, la consommation semble en panne pour un bon moment. Sauf si le pari de la politique de l'offre du gouvernement fonctionne, redonne de l'oxygène aux entreprises, qui se remettraient alors à embaucher. C'est tout l'enjeu du pacte de responsabilité de François Hollande.